

Un été pensé pour les jeunes

Bulle » Les jeunes du chef-lieu gruérien ne risquent pas de se morfondre durant l'été. Le Service de la jeunesse de la ville de Bulle (SJB) est parvenu à maintenir les activités estivales prévues. Mieux, «il prolongera ses animations et son soutien proposés aux jeunes jusqu'au 24 juillet», communique-t-il. Ces trois semaines d'ouverture supplémentaires sont justifiées comme une sorte de compensation aux «longues semaines sans école de ce printemps», car le SJB se dit «convaincu que les activités extrascolaires renforcent les apprentissages transversaux, les compétences sociales et l'égalité des chances». «Dans la même logique, le SJB propose une ouverture anticipée du Centranim, le 19 août», poursuit le communiqué.

Au menu estival, randonnées, activités en forêt, jardinage, initiations diverses, ainsi que la construction, devant le bâtiment du Centranim, d'une terrasse en matériaux de récupération. Parmi les temps forts, le Cabal'été qui se déroulera du 16 juin au 3 juillet au parc du Cabalet. Du mardi au vendredi

seront proposés cours de danse, ateliers créatifs, yoga, boxe et d'autres animations pour tous les publics.

Bulle Pro, la permanence emploi du SJB, ouvrira aussi ses portes plus longtemps, jusqu'au 22 juillet. «Les jeunes le souhaitant peuvent recevoir gratuitement, tous les mardis et mercredis de 17 h à 19 h, un soutien pour la rédaction de CV et de lettres de motivation ou du coaching pour la recherche d'un emploi ou la préparation d'un entretien», précise le SJB.

La semaine estivale pour les enfants de 6 à 10 ans se déroulera quant à elle du 6 au 10 juillet. Au programme: des journées d'activités de 7 h 30 à 18 h 30 autour du mouvement, de la découverte et du vivre-ensemble. Les inscriptions, possibles à la journée, sont ouvertes sous l'onglet Pré-en-Bulle du site internet du SJB jusqu'au 22 juin. »

CHARLES GRANDJEAN

» www.jeunesse-bulle.ch

La Coreb renforce son équipe

Broye » La Communauté régionale de la Broye a besoin de ressources supplémentaires.

Les tâches de la Communauté régionale de la Broye (Coreb) se sont multipliées ces dernières années, et il y a trop de boulot pour les forces en présence. Une adjointe de direction a ainsi été engagée au 1^{er} mai dernier. Pour pérenniser son poste, la cotisation des communes broyardes fribourgeoises et vaudoises passera de 8,50 à 11 francs par habitant. Ce montant a été accepté jeudi soir à l'unanimité (sauf une abstention) lors de l'assemblée générale de la Coreb.

«Nous sommes une région qui évolue à vitesse grand V. Nos tâches sont vastes et importantes», souligne le directeur Pierre-André Arm, énumérant les domaines

d'activité de l'entité, allant du développement économique à la mobilité en passant par le lobbying et le soutien. Et Olivier Piccard, préfet de la Broye vaudoise, d'ajouter: «Le point principal de notre réflexion a été de préserver notre directeur. Les dossiers se sont complexifiés, et il a besoin de soutien.» L'augmentation de la cotisation apportera 190 000 francs de plus par année, dont 120 000 francs pour la création du poste supplémentaire.

Si personne ne s'est opposé à ce nouveau poste, certains représentants des communes se sont interrogés sur les fonctions de la Coreb. «Les activités sont beaucoup trop larges. Il est impossible de tout faire dans de bonnes conditions. Il faudrait se concentrer sur l'essentiel», commente Max Blaser, syndic de

Villarzel. Même son de cloche de la part du député démocrate-chrétien de Lully Eric Collomb: «Il faut mettre les forces au bon endroit. L'économie doit être la mission prioritaire, surtout en cette période de crise liée au coronavirus.»

Nicolas Kilchoer, président de la Coreb et préfet de la Broye fribourgeoise, s'est dit d'accord sur le fait de mener une réflexion. «Mais il faut une structure régionale forte. Le travail à accomplir est global», indique-t-il.

Christel Losey Mosimann, en fonction depuis le 1^{er} mai, est née à Payerne. Originnaire de Sévaz, elle est âgée de 42 ans et a notamment travaillé à l'Hôpital intercantonal de la Broye en gestion de projets. Elle est en outre mariée et maman de trois enfants âgés de 10, 7 ans et 9 mois. » **CHANTAL ROULEAU**

Le Centre d'intégration socioprofessionnelle se lance dans la culture de légumes à Villars-sur-Glâne

Un jardin potager à but social

« THIBAUD GUISAN

Intégration » «Les tâches sont très diversifiées. Pour le moral, ça fait du bien. C'est un travail apaisant. Il y a du boulot, mais je ne ressens pas le stress.» Nadia, 25 ans, s'active dans une serre à la production de plantons sur le Domaine Notre-Dame de la Route, à Villars-sur-Glâne.

La jeune femme, au bénéfice d'une rente de l'assurance-invalidité (AI), fait partie des 220 collaborateurs du Centre d'intégration socioprofessionnelle (CIS) de Fribourg. Depuis ce printemps, elle travaille à l'Atelier Vert. Ce projet, lancé au début du mois d'avril, vise à exploiter un jardin potager de 2600 m² dans le parc du complexe para-hôtelier. Il offre des places de travail et de stage dans le domaine de la culture maraîchère à des personnes rencontrant des difficultés sur le marché du travail. «Je retrouve mon premier métier», ajoute Nadia, qui a effectué un apprentissage de paysagiste horticultrice au Centre de formation professionnelle et sociale du Château de Seedorf, avant de rejoindre le CIS il y a cinq ans.

Diversification

Entre deux et trois employés travaillent actuellement à l'Atelier Vert, sous la conduite de Jérôme Simonet, maître socioprofessionnel. «Nous sommes toujours à la recherche de nouveaux créneaux pour diversifier nos activités. Ce projet reflète notre nouvelle stratégie, qui met l'accent sur le développement durable», expose Elisabeth Mauron-Hemmer, directrice du CIS, qui a repris l'exploitation du Domaine de Notre-Dame de la Route il y a trois ans.

La récolte d'épinards, de salades et de radis a commencé. Les légumes produits ici – entre vingt et trente variétés – serviront à alimenter en priorité le restaurant Le Jardin, situé quelques centaines de mètres plus haut. «La cuisine s'adapte aux produits disponibles», résume Elisabeth Mauron-Hemmer.



Nadia, collaboratrice, et Jérôme Simonet, maître socioprofessionnel, travaillent dans le tunnel où pousse une partie des légumes. Charly Rappo

L'équipe de l'Atelier Vert devrait s'agrandir d'ici l'été. «Le but est d'intégrer davantage de collaborateurs», complète la directrice du CIS, qui évoque un objectif de six employés. Ces col-

laborateurs sont rattachés à l'unité de conciergerie du CIS, qui propose ses prestations dans le domaine de l'entretien intérieur, extérieur et technique des bâtiments. Ce département,

placé sous la responsabilité de Stéphane Sèbe, emploie au total 23 personnes. «Ce projet de jardin potager, c'est un gros sac à dos», image-t-il à propos des défis qu'il comporte.

L'aventure a commencé par l'achat de graines afin de produire des plantons. «Notre souhait est d'être ensuite autonomes. Nous laisserons fleurir des légumes afin de récupérer des graines»,

explique Jérôme Simonet, en précisant que les cultures seront de nature biologique. Le purin d'ortie et le savon noir serviront ainsi à lutter contre les parasites.



«Ce projet reflète notre nouvelle stratégie»

Elisabeth Mauron-Hemmer

Le jardin potager, qui comprend 400 m² de culture sous tunnel, est situé dans un parc de près de deux hectares. Dès le printemps 2018, il a été exploité durant quelque temps par un horticulteur indépendant avant de retrouver un état de friche. «Il y aura du travail toute l'année», assure Jérôme Simonet, qui évoque par exemple la taille des arbres du parc, l'aménagement de clôtures et la préparation des plantons.

Soutien fédéral

Ce projet a reçu un soutien financier de 20 000 francs de la part de l'Office fédéral du développement territorial dans le cadre de son programme d'encouragement pour le développement durable. «Cet argent est bienvenu pour la phase de démarrage», apprécie Elisabeth Mauron-Hemmer, qui a pour objectif de créer des liens avec la population.

La directrice du CIS évoque la possible vente directe de légumes ou la mise en place d'ateliers de sensibilisation et de formation. Des écoles de la commune pourraient être impliquées. «C'est une année de lancement qui permettra de dimensionner le projet», conclut Elisabeth Mauron-Hemmer. »

UNE PROPRIÉTÉ DES JÉSUITES SUISSES DEVENUE COMPLEXE PARA-HÔTELIER

Le Domaine Notre-Dame de la Route a été construit à Villars-sur-Glâne en 1959 par les jésuites suisses, qui l'ont utilisé comme lieu de développement et de formation spirituelle. La communauté religieuse y a vécu jusqu'en 2015. Depuis l'été 2017, l'exploitation du site a été reprise par le Centre d'intégration socioprofessionnelle (CIS) de Fribourg. D'importants travaux de rénovation ont été financés par les pères jésuites, qui restent propriétaires des lieux.

Le complexe, doté d'un restaurant et de salles de séminaires, bénéficie d'une patente para-hôtelière (avec 44 chambres). Il emploie une vingtaine de collaborateurs (environ 12 équivalents plein-temps). La gestion du Domaine Notre-Dame de la Route constitue l'une des sept unités d'affaires du CIS. Cette entreprise sociale, dont le financement est assuré par la vente de biens et de services (plus de 60%) et par

une subvention de l'Etat, emploie environ 220 collaborateurs dans ses différentes unités. En tout, 97 places de travail sont occupées par des personnes au bénéfice d'une rente de l'assurance-invalidité (AI). Par ailleurs, le CIS accueille environ 300 stagiaires par année, pour des mesures de réinsertion et d'évaluation de l'AI dans l'optique d'un retour vers le premier marché de l'emploi. **TG**